

# La fausse conversion de Marine Le Pen au sérieux budgétaire

MARINE LE PEN CONSTRUIT patiemment son image de gestionnaire responsable. Avec l'espoir de franchir, dans trois ans, les portes du pouvoir. En 2021, au beau milieu de la crise Covid et du « quoi qu'il en coûte », elle publiait dans l'Opinion une tribune pour affirmer qu'une dette devait bien être remboursée. Le contraste était frappant avec le discours de Jean-Luc Mélenchon, qui proposait alors de ne pas l'honorer, au moins partiellement. Jeudi 29 février, elle a récidivé dans une tribune aux Echos. La figure du RN se place cette fois en parangon de la vertu budgétaire. Et opère, par là même, une opération séduction de la droite.

Elle a beau jeu de reprocher au chef de l'Etat l'envolée de la dette depuis son arrivée à l'Elysée en 2017. « En sept ans d'exercice du pouvoir d'Emmanuel Macron, autoproclamé garant de la bonne gestion des affaires de l'Etat, la dette de la France a augmenté de 58%, approchant désormais les 3100 milliards. » Ça commence mal, car ce chiffre est faux. Il suffit de se pencher sur les données de l'Insee pour voir que, la dette atteignait, fin 2016, 2188,5 milliards. Si elle atteint bien 3100 milliards fin 2023, comme le suppose Marine Le Pen (le chiffre officiel n'est pas encore connu), elle aura progressé de 41,6%. Mais cela reste, il est vrai, un détail.

La candidate de 2022 en profite pour appuyer là où ça fait mal pour l'actuel gouvernement. « Les 10 milliards d'économies annoncées en catastrophe par Bruno Le Maire, apparaissent [...], assène-t-elle, comme un symbole : c'est l'obstination du gouvernement à retenir une hypothèse de croissance irréaliste, battue en brèche par tous les économistes, qui les a rendues nécessaires. »

« Voilà des années que notre mouvement multiplie les propositions pour que la France, face au mur de la dette, retrouve une stratégie ordonnée de redressement budgétaire », fanfaronne celle qui rêve de raccompagner Emmanuel Macron sur le perron de l'Elysée en 2027. Que propose-t-elle vraiment pour redres-



L'Etat « ne pourra faire l'économie d'un examen lucide de ses priorités », prévient **Marine Le Pen**.

avec l'Union européenne. Quant aux étrangers qui n'auraient pas travaillé depuis plus d'un an, ils devaient être renvoyés chez eux. Un gain estimé à 1,35 milliard d'euros par an. Actuellement, les cotisations ouvrent jusqu'à dix-huit mois de chômage. Marine Le Pen peut-elle légalement priver de leurs droits acquis les étrangers qui ont perdu leur travail ?

La seconde solution de l'élue consiste à lutter contre la fraude. La députée promet 15 milliards d'économies. Ramasser une telle somme est pourtant totalement illusoire en cinq ans. Actuellement, la lutte contre la fraude fiscale rapporte un peu moins de 11 milliards par an. Quant à la fraude sociale, la Cour des comptes

**On se demande comment une telle vertu budgétaire**

refus de la concurrence internationale déloyale, la mise en œuvre de la priorité nationale pour les entreprises françaises ». « Les normes, ce n'est pas directement un sujet budgétaire », remarque François Ecalle. Même si, à long terme, cela peut libérer le potentiel de croissance.

**Frugalité.** Le quatrième chantier transformerait la France, pays dépensier, en un pays « frugal » du nord de l'Europe. « Demain, sans doute serait-il utile de revoir l'architecture de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) pour introduire une séparation stricte entre le budget d'investissement, qui seul pourrait être financé par la dette et les dépenses de fonctionnement - notamment les transferts sociaux - qui devraient être équilibrées, mais aussi de faire le ménage dans les différentes structures étatiques. » Cela revient

« un examen lucide de ses priorités ». « Il devra également interroger son fonctionnement, à commencer par la multiplication des agences, autorités ou commissions qui non seulement légalisent les finances publiques, mais de surcroît réduisent l'efficacité de l'Etat et diluent la responsabilité politique ». Du miel aux oreilles de tous ceux qui rêvent de réforme de l'Etat.

Sauf que le contraste - si ce n'est l'incompatibilité - entre les propositions économiques de la candidate du RN et le contenu de sa triline est saisissant. En 2022, elle avait proposé 18 milliards de baisses d'impôts et d'augmentation des dépenses, sans jamais demander aucun effort aux Français, si ce n'est aux riches », à travers un nouvel impôt sur la fortune financière qui remplacerait l'impôt sur la fortune immobilière.

Pour redresser les comptes, Marine Le Pen promet de lancer quatre chantiers. Le premier concerne, sans surprise, la lutte contre l'immigration. Un combat qui pourrait rapporter, selon elle, 16 milliards d'euros par an. Un chiffre iré de son programme de campagne. Concrètement, le parti disait vouloir réserver les prestations familiales aux foyers dont au moins un des deux parents est français. Le revenu de solidarité active (RSA), la prime d'activité et l'allocation adulte handicapé devaient être réservés aux étrangers qui ont travaillé au moins cinq ans à temps plein.

Le problème, c'est que l'addition ne colle pas. La Caisse nationale d'allocation familiale (CAF) avait calculé que ces prestations touchées par des étrangers représentent, en tout et pour tout, 9 milliards d'euros par an, y compris les ressortissants de l'Union européenne. Lesquels représentent 30% des étrangers... Toucher ces derniers provoquerait une crise

## des baisses massives de recettes

l'évalue en tout et pour tout à 15 milliards par an, en extrapolant les fraudes détectées. Des marges de manœuvre existent pour améliorer le rendement des contrôles, beaucoup plus faibles. Mais ce type de fraude ne pourra jamais être totalement éradiquée... Entre-temps, Gabriel Attal a d'ailleurs déjà commencé à mettre en œuvre un plan pour tenter de récupérer davantage d'argent.

**Flou.** « On a droit aux tartes à la crème habituelles sur la suppression des comités Théodule et la lutte contre la fraude », commente François Ecalte, ancien rapporteur général du rapport annuel de référence sur les finances publiques de la Cour des comptes. Pendant la campagne, Marine Le Pen proposait 8 milliards d'économies par an sur le « fonctionnement des agences l'Etat », dont elle disait vouloir supprimer 10% des budgets. Une formulation qui laisse penser que l'on pourrait réaliser des économies sans douleur, en réformant simplement la technocratie.

Les « opérateurs de l'Etat », catégorie officielle qui rassemble plus de 400 organismes comme Pôle emploi, le CNRS ou les universités, emploient toutefois 405 000 agents et concentrent 64 milliards de financements publics. Couper 8 milliards nécessiterait donc de tailler, notamment, dans les dépenses de Pôle emploi ou des universités... Ou d'engager des réformes très lourdes de leur fonctionnement. Pas si simple.

Le troisième chantier est assez flou. Marine Le Pen promet « la fin des normes sclérosantes, le

demande comment une telle vertu budgétaire peut être compatible avec le programme du RN qui propose, au contraire, des baisses massives de recettes, notamment au travers de la baisse de la TVA de 20% à 5,5% sur les énergies, y compris le carburant et le gaz. Une perte d'au moins 10 milliards, en forme de subvention aux pays producteurs de pétrole et de gaz.

La séparation entre dépenses de fonctionnement et d'investissement existe déjà, rappelle François Ecalte. Selon ce spécialiste, elle « n'a pas grand sens ». « Il ne faut pas sacraliser l'investissement et considérer que le fonctionnement est par définition inutile. » Les dépenses de formation, par exemple, comptent comme du fonctionnement, mais peuvent être des dépenses qui préparent l'avenir. Quant aux constructions de ronds-points, elles sont classées en dépenses d'investissement...

Contre-réforme. Marine Le Pen suggère enfin qu'il faudrait équilibrer les comptes sociaux, et leur interdire le recours à la dette. Comment parviendrait-elle à un tel exploit alors qu'ils représentent plus de la moitié de la dépense publique totale? Jusqu'ici, la figure du RN n'a jamais dit aux Français quels sacrifices faire pour y parvenir. Bien au contraire. En 2022, sa réforme des retraites ouvrait la possibilité de partir à 60 ans pour ceux qui ont commencé à travailler tôt, après seulement quarante ans de cotisations. A cela s'ajoutait la revalorisation des petites pensions pour 2 milliards, l'augmentation du minimum vieillesse (1 milliard) ou encore la restauration de la demi-part des veuves (1,1 milliard). Rappelons qu'à elles seules, les dépenses publiques de retraites pèsent près de 25% des dépenses publiques totales...

« Cette tribune a une vertu, estime le ministre de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire. Elle montre de manière éclatante le double jeu complet de Marine Le Pen. Elle veut rétablir les comptes publics en dépensant toujours plus : retraites à 60 ans, rachat des autoroutes, baisse de la TVA... la France n'a pas besoin de double jeu budgétaire, mais de sincérité et de volonté. A force de contradictions, Marine Le Pen se prend les pieds dans le tapis. Elle trompe le peuple. »

Marine Le Pen « invite tous les économistes de bonne volonté à s'emparer de ces propositions ». C'est tout son programme qu'ils vont devoir changer.

Marc Vignaud  
@mvignaudX

## L'énorme poids des dépenses sociales

En % de la dépense publique en 2021

